

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1909

THÈSE

N° —

170

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le Jeudi 25 Février 1909, à 1 heure

PAR

FALIU

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE

DE

L'Exercice de la Médecine et de la Pharmacie
A ROME

Président : M. Gilbert BALLET, professeur

Juges { MM. HUTINEL, professeur
GILBERT, professeur
JEANSELME, agrégé

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
HENRI JOUVE, Éditeur

15, rue Racine, 15

1909

170

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN MÉDECINE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1909

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le Jeudi 25 Février 1909, à 1 heure

PAR

FALIU

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE

DE

L'Exercice de la Médecine et de la Pharmacie

A ROME



Président : M. Gilbert BALLET, professeur

Juges } MM. HUTINEL, professeur
GILBERT, professeur
JEANSELME, agrégé

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

HENRI JOUVE, Éditeur

15, rue Racine, 15

1909

Faculté de Médecine de Paris

LE DOYEN		M. LANDOUZY
PROFESSEURS.		MM.
Anatomie.		NICOLAS
Physiologie.		Ch. RICHET
Physique médicale.		GARIEL
Chimie organique et Chimie générale.		GAUTIER
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.		BLANCHARD
Pathologie et Thérapeutique générales.		BOUCHARD
Pathologie médicale		BRISSAUD
		DEJERINE
Pathologie chirurgicale.		LANNELONGUE
Anatomie pathologique.		PIERRE MARIE
Histologie.		PRENANT
Opérations et appareils.		HARTMANN
Pharmacologie et matière médicale.		POUCHET
Thérapeutique		GILBERT
Hygiène.		CHANTEMESSE
Médecine légale.		THOINOT
Histoire de la médecine et de la chirurgie.		N...
Pathologie expérimentale et comparée.		ROGER
		HAYEM
Clinique médicale.		DIEULAFOY
		DEBOVE
		LANDOUZY
		HUTINEL
Maladies des enfants.		
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale		GILBERT BALLET
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.		GAUCHER
Clinique des maladies du système nerveux		RAYMOND
		DELBET
Clinique chirurgicale.		QUENU
		RECLUS
		SEGOND
Clinique ophtalmologique.		DE LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.		ALBARRAN
Clinique d'accouchements		PINARD
		BAR
Clinique gynécologique.		RIBEMONT-DESSAIGNES
Clinique chirurgicale infantile.		POZZI
Clinique thérapeutique.		KIRMISSON
		ALBERT ROBIN

Agrégés en exercice

MM.			
AUVRAY	CUNEO	LAUNOIS	NOBECOURT
BALTHAZARD	DEMELIN	LECENE	OMBREDANNE
BRANCA	DESGREZ	LEGREY	POTOCKI
BEZANÇON (F.)	DUVAL (P.)	LENORMANT	PROUST
BRINDEAU	GOSSET	LOFFER	RENON
BROCA (A.)	GOUGET	MACAIGNE	RICHAUD
BRUMPT	JEANNIN	MAILLARD	RIEFFEL
CARNOT	JEANSELMÉ	MARION	SICARD
CASTAIGNE	JOUSSET (A.)	MORESTIN	ZIMMERN
CLAUDE	LABBE (M.)	MULON	
COUVELAIRE	LANGLOIS	NICLOUX	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'en tend leur donner aucune approbation ni improbation.

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DE
L'Exercice de la Médecine et de la Pharmacie à Rome

INTRODUCTION

Des études particulières m'ont naturellement porté à examiner qu'elle avait été à Rome la condition de ceux qui se livraient à la science difficile de guérir et de soulager les maladies.

En compulsant les textes qui les concernaient dans la législation de la vieille Rome et les passages que leur consacrent certains historiens et auteurs de l'antiquité, j'ai pu me convaincre de l'importance de leur rôle dans la société romaine.

Certains renseignements précieux m'ont été fournis, non seulement par les œuvres de certains *medici romains*, tel entre autres Galien, mais encore par les historiens, les poètes, les satiriques, les auteurs de traités spéciaux, tels que Tacite, Suétone, Juvénal,

Pline le Naturaliste, etc. Plusieurs écrivains modernes ont également traité ces questions spéciales dans des monographies, des articles de revue, des communications aux Académies. Je mentionnerai parmi ces derniers les D^{rs} Révillout et Briau.

Les encyclopédies, les dictionnaires historiques ou spéciaux ont été également mis par moi à contribution, notamment celui de MM. Daremberg et Saglio et le *Dictionnaire médical* de Dechambre. J'ai trouvé encore de curieux renseignements dans les monuments épigraphiques et les inscriptions votives.

J'ai essayé de combler certaines lacunes qui me paraissaient exister dans quelques endroits, et je dois signaler ici, en particulier, les parties de ma thèse qui concernent la pharmacie romaine sur laquelle aucun traité d'ensemble n'a, que je sache, été entrepris. On l'avait peut-être à tort, selon moi, considérée comme n'existant pas pour ainsi dire dans la cité de Romulus, tandis que cet art en réalité y possédait des adeptes et qu'on y rencontrait certaines officines fort analogues, toutes proportions gardées, aux pharmacies de nos jours.

Ces divers points, je me suis efforcé de les mettre en lumière, de les synthétiser en m'appuyant sur des textes et des autorités autant que possible ; quelquefois je me suis aidé d'arguments d'analogie, de raisonnements et de déductions plausibles.

Voilà le but que j'ai essayé d'atteindre et mes désirs seraient satisfaits si cette étude était jugée utile ou intéressante même dans une faible mesure.

CHAPITRE PREMIER

Aperçu général sur les conditions d'exercice de la médecine et de la pharmacie à Rome

Conditions d'exercice de la Médecine. — La profession de médecin ne paraît pas avoir été soumise dans l'antiquité à une garantie quelconque de capacité et d'études antérieures. La Grèce avait ses écoles de médecins célèbres, mais rien d'analogue aux grades conférés, aux diplômes délivrés par nos Facultés de Médecine. Or, la médecine n'est point une science toute romaine. « La médecine romaine, dit le Dr Daremberg, est absolument une importation grecque ; un noble, mais impuissant essai de naturalisation de la médecine fut tenté par Celse, l'empire des Grecs n'en fut pas même ébranlé (1). »

Les Romains devaient, en conséquence, suivre les traditions de leurs premiers maîtres, de ceux qui les avaient réellement initiés à cette science nouvelle, et en laisser l'exercice complètement libre. « Dans la Rome du temps de l'Empire, comme du temps de la République, dit M. Revillout, le diplôme médical

1. Daniel Lecler. *Hist. de la médecine.*

n'existait pas. On y pratiquait la médecine comme on voulait, quand on voulait, sans être astreint à aucune condition d'études préalables ou d'examen⁽¹⁾. » Pline a dit : « Il suffit au premier venu de se déclarer médecin pour qu'on le croie avec empressement alors qu'il n'est pas d'imposture qui puisse être plus dangereuse (2). » — « A Rome, s'ingérait dans la médecine qui voulait, dit Montesquieu. »

Cette assertion est incontestable. Et nous trouvons la confirmation de cette assertion dans la loi 1 § 5 du Code de Justinien.

Ce texte nous montre, en effet, que, pour la loi romaine, est considéré comme médecin tout individu, homme ou femme, qui joint au titre de médecin l'exercice de la profession médicale.

D'ailleurs ce terme générique de *medici* embrassait tous ceux qui se consacraient aux diverses branches de l'art de guérir et tout ce qui touchait à la science des maladies et de leur traitement. Nous verrons plus loin qu'à l'origine les différentes parties de cette science se pénétraient, se confondaient, et l'art de préparer les médicaments, ou pharmacie selon le sens moderne, était réuni dans les mêmes mains que la médecine proprement dite. A mesure que les connaissances s'étendirent, que le domaine de cette science devint plus large, que des études

1. D^r Revillout. « De la profession médicale dans l'Empire romain. *Gazette des Hôpitaux*, 1866, p. 285.

2. Pline. *Hist. Nat.*, XXIX, 8.

particulières devinrent utiles pour en posséder les diverses parties, les spécialistes se multiplièrent. Néanmoins, le nom de *medici*, sans autre détermination particulière, comprit toujours tous ceux qui s'occupaient de guérir ou de soulager les maladies et, sauf dans certains cas restrictifs que j'aurai soin de signaler, c'est toujours dans ce sens très large que j'entendrai ce terme.

C'est ainsi également que l'entend le savant Cujas quand il dit : « *Medici sunt hi qui medicamenta conficiunt, vulnera curant, cucurbitas admovent, item qui circumcidunt aut castrant* » (1). Cette liberté absolue dans l'exercice de cette profession, la condition sociale habituelle de ceux-là même qui l'exerçaient et l'usage souvent criminel qu'ils faisaient de leur science, devaient donner naissance à d'étranges abus et contribuer à rabaisser cette profession. Elle exige, en effet, une grande indépendance, une grande dignité de caractère et toutes les qualités de l'homme libre. Or, elle était principalement aux mains des esclaves, des affranchis de grandes maisons ou d'étrangers sans scrupules et avilie par ces âmes vénales, instruments dociles et trop souvent complices de la corruption, de la débauche, de l'immoralité ou du crime.

1. *Commentaires des sentences de Paul*, L. VII, 65. « Ce sont les médecins qui préparent les remèdes, soignent les blessures, posent des ventouses, de même que ce sont eux qui amputent et châtent. »

A Rome, en principe, s'établissait donc médecin qui voulait, même sans nulle science particulière ; mais en pratique, avant d'exercer, les aspirants devaient probablement suivre les leçons d'un maître vers lequel les entraînait leur goût particulier et avec lequel ils visitaient les malades afin d'acquérir l'expérience nécessaire. C'était un enseignement purement pratique et clinique comme l'on dit aujourd'hui.

Parmi ces disciples, les uns plus particulièrement s'adonnaient à l'étude de ce que les Grecs appelaient la diététique (art de guérir par le régime), les autres à la chirurgie (art de guérir par le secours de la main), d'autres à la pharmaceutique (art de guérir par les médicaments).

Asclépiade, médecin de Cicéron, créa l'hydrothérapie. Il eut un immense succès d'autant qu'il s'efforçait de n'employer que des moyens de guérison agréables aux malades ; il employa la musique au traitement des frénétiques.

A l'origine, tous ces modes se confondaient sans doute dans quelques notions peu compliquées ; mais avec les progrès de la science médicale, ces trois branches se divisèrent sans se séparer complètement en raison des liens qui les rattachaient nécessairement. Certains médecins pratiquèrent parfois l'une de ces branches spécialement et c'est ainsi que la pharmaceutique, dont je vais m'occuper maintenant, prit une importance et une extension plus grandes,

mais qui n'alla pas à en faire comme de nos jours une profession absolument distincte.

Conditions d'exercice de la Pharmacie. — De même qu'à Rome pendant longtemps, la pharmacie proprement dite, entendue ainsi que de nos jours, se confondit avec la médecine. Ceux qui, en effet, se vouaient à l'étude des maladies, afin de les combattre, devaient nécessairement préparer eux-mêmes les remèdes qu'ils prescrivaient à leurs clients. Ils n'avaient d'ailleurs pour les guider dans ce travail aucune des connaissances nécessaires pour donner à cette préparation un caractère vraiment scientifique ; la chimie n'existait pas comme science et s'ils connaissaient l'art de mélanger certaines substances efficaces ils ne l'avaient appris que par hasard ou par des connaissances complètement empiriques.

Nous devons à Cœlius Aurelianus, médecin grec qui exerça à Rome, la connaissance de plusieurs formules indiquant la composition de médicaments recommandés par l'école empirique et nous y voyons figurer des substances dont le nom seul aujourd'hui excite le rire, telles que la cervelle et le fiel de chameau, la présure de veau marin, les excréments de crocodile, le cœur ou les reins de lièvre, les testicules de bœuf, d'ours, de coq, de pigeon, etc.

Le chou frisé est un remède très en honneur. Rien n'inspire plus confiance au malade que ce légume. Il a toutes les vertus, dit Suétone, jusqu'à celle de fortifier par son odeur celui qui a mission de le préparer.

Cujas, dans son *Commentaire du livre VIII des Resp. de Papinien*, nous indique qu'à cette époque, c'étaient les médecins eux-mêmes qui préparaient les médicaments et il appuie cette assertion sur un texte du jurisconsulte Paul : « *Medicus olim conficiebat medicamenta non ut fit hodie ab alio confici imperabat.* » Paul ajoute que dans le legs fait des objets qui servent à la profession de médecin, il faut comprendre : « *Apparatus omnis conficiendorum medicamentorum* » tous les objets qui servent à préparer les médicaments (1).

Le jurisconsulte Paul, qui nous donne ces renseignements sur le rôle du médecin dans la confection des remèdes, vivait vers le II^e siècle, et c'est à cette époque que parut également Galien, ami de Marc-Aurèle et de Septime-Sévère, à la fois médecin et pharmacien très habile pour son époque et qu'on doit regarder comme le père de la pharmacie.

Avant Galien même, la pharmacie proprement dite avait des adeptes, s'occupant spécialement de cette branche de l'art de guérir, comme celui-ci en témoigne lui-même. Il cite, en effet, Asclépiade, surnommé pharmacien, *φαρμακσιον*, et le loue pour les progrès qu'il a fait faire à la préparation des remèdes et à l'art de les appliquer.

Les nombreux ouvrages de Galien contiennent

1. Paul. *Sent.* liv. 3. titre VI.

une infinité de formules de médicaments encore usités aujourd'hui et il a donné son nom à la pharmacie *Galénique*, par opposition à la pharmacie chimique ; il avait boutique ouverte sur la Voie Sacrée.

Du reste, ce n'était pas le premier qui avait ainsi ouvert une officine, une sorte de pharmacie au public. Pline le Naturaliste nous rapporte qu'en 535 la ville de Rome agréa le médecin Archagatus, fils de Lysianus, originaire du Péloponèse, et après lui avoir accordé le droit de cité, lui acheta aux frais du Trésor, une boutique située au carrefour Acilius, où il exerçait son art. Plusieurs médecins de Rome ont exercé dans ces officines, où ils s'installaient avec tout leur matériel, et où venaient les trouver les malades qui avaient besoin de leurs services. Ces lieux d'exercice de la médecine et de la pharmacie se formèrent successivement dans toutes les villes de l'empire romain qui offraient quelques ressources par leur population et par leurs richesses.

Au dire de Galien (1) les villes qui entretenaient des médecins publics s'obligeaient à mettre à leur disposition une officine, nommée *medicatrina* ou *medicina* dans les pays de langue latine et en grec *ιατρείον*.

La collection hippocratique contient un traité spécial consacré à ces espèces de pharmacies, à la description des conditions où elles devaient se trou-

1. *Comm. prim. in libr. Hippoc. de medic. officin.* (Cap. VIII).

ver et aux objets qu'elles devaient contenir. Galien, également, nous a laissé trois livres de commentaires pour expliquer ce *Traité de l'Officine*, et dans les ruines de Pompéi on a découvert une de ces officines dont je viens de parler.

« Les officines médicales où se tenaient certains médecins de Rome, nous dit le Dr Briau (1), contenaient, outre les instruments et objets de pansements, tous les médicaments simples et composés que les médecins administraient eux-mêmes, ou qu'ils vendaient au public pour être emportés. » Ces boutiques étaient donc en même temps de véritables pharmacies, munies de tous les remèdes minéraux, végétaux, animaux, entrés dans l'usage de cette époque (Pline. *Hist. Nat.*, n° 6. — Plaute, *Menechine*, V, 5, *Mercat*, II, 4). Dans cette dernière comédie de Plaute nous voyons, en effet, un personnage qui nous apprend qu'on trouvait au besoin dans ces officines les poisons. Il s'écrie :

« Curego vivo? Curnon morior? Quid mihi est in vita boni? Certum est : ibo ad medicum atque me ibi toxico morti dabo. »

La loi 3 du Digeste s'occupe également de la confection des médicaments et de la vente de ces derniers, ainsi que des poisons qu'on pouvait trouver dans ces sortes de pharmacies. Nous retrouverons ces textes plus tard pour les analyser dans la partie de cette étude concernant la responsabilité des médecins et des pharmaciens.

1. Daremberg et Saglio. *Dict. des Antiquités*. V° Chirurgie.

On voit, par les citations des différents auteurs et les textes indiqués ci-dessus que l'art pharmaceutique a joué un rôle plus important et plus distinct peut-être qu'on ne se le figure généralement, même dans la médecine romaine des premiers temps, et que le médecin proprement dit se doublait en général d'un pharmacien, lequel était trop souvent, surtout aux mauvais jours des empereurs despotes, suivant l'étymologie grecque du mot *φαρμακείον* (1) un empoisonneur à la solde de qui payait ses odieux services.

Cependant déjà au II^e siècle une certaine quantité de médecins se reposaient très souvent sur d'autres du soin de préparer les médicaments.

Les gens auxquels ce travail était confié s'appelaient à cette époque *seplasiarii*, séplasiaires ; ce nom venait de ce qu'à Capoue la place publique sur laquelle se tenaient les marchands de drogues simples portait le nom de *Seplasia*. Ces séplasiaires, fort peu honnêtes, trompaient à qui mieux mieux et sur la qualité et sur la quantité des produits qu'ils vendaient. Ils habitaient un quartier non loin du mont Capitolin, désigné par le nom de *Vicus thurarius* ou *vicus unguentarius*, quartier des drogueurs ou des parfumeurs. Ces marchands, en effet, tenaient non seulement les drogues médicinales, mais encore celles qu'employaient les parfumeurs, teinturiers, etc. Galien les désignait sous le nom de Copopoles, Migmatopoles.

1. Pline. *Hist. Nat.*, XXIV, 20. — Tacite. *Ann.*, XI, 35.

Les médecins, pour fournir leurs officines, s'adressaient également aux *herbarii*, aux *πιαστομοί* (coupeurs de racines), aux *βοτανολογοί* (cueilleurs d'herbes). Ces diverses catégories de vendeurs de drogues simples, en quelque sorte, étaient à l'égard de ceux qui préparaient les médicaments plus difficiles à composer, ce que sont de nos jours les herboristes à l'égard des pharmaciens. Ils faisaient une certaine concurrence aux médecins, puisque l'art de guérir était librement exercé, mais ils exerçaient seulement dans les classes inférieures du peuple romain. C'étaient surtout les médecins des pauvres.

Voilà un aperçu des caractères généraux auxquels on peut reconnaître à Rome ceux qui se livraient à l'exercice de l'art de guérir ; mais, comme le dit Quintilien (*Inst. Orat.*, II, 21) parmi ces derniers ne devaient être réellement compris que ceux qui, à la volonté d'être médecins, joignaient la pratique effective de leur art.

Dans ces notions préliminaires, ils ont été envisagés simplement comme exerçant une profession ; mais les mêmes principes juridiques ne pourront leur être appliqués si on les étudie comme *personæ*, c'est-à-dire dans les rôles qu'ils jouent dans la société et la famille romaine, suivant qu'ils étaient esclaves ou libres, affranchis ou ingénus, citoyens ou pérégrins, pères de famille ou fils de famille. Ces diverses *personæ* ont, en effet, des qualités différentes, productives de tels ou tels effets juridiques ; je vais donc examiner dans le chapitre suivant les diverses modi-

fications que peut subir la condition du médecin romain, suivant la place, le rôle, la *persona* en un mot qu'il joue et occupe dans cette hiérarchie de la société romaine.

CHAPITRE II

Etude sur les médecins et les pharmaciens considérés comme « personne » dans la société romaine

Médecins et Pharmaciens esclaves. — L'esclavage était un des principaux ressorts des sociétés antiques ; il se lie spécialement à toutes les idées des Romains en matière politique, économique et civile, et une étude sur les professions exercées à Rome doit presque toujours s'occuper des esclaves, car bien peu leur furent inaccessibles.

Pour bien comprendre ce qu'était la servitude à Rome et comment les esclaves y exerçaient des professions libérales et possédaient souvent une influence considérable sur le maître, comme celle des médecins et des professeurs, il faut ne pas oublier que l'esclave romain était souvent de la même race que son maître, de la même couleur, plus instruit et plus savant parfois, de mœurs plus raffinées s'il appartenait à des nations délicates et policées comme celles de la Grèce.

Il arrivait ainsi à dominer son maître par l'immense supériorité de l'intelligence. Aussi ne fau-

drait-il pas prendre les textes dans un sens rigoureux et admettre qu'en pratique, comme en principe, la situation des esclaves médecins devait être la même que celle des esclaves en général.

Les écrivains romains nous apprennent qu'en fait dans la famille romaine certains esclaves étaient plus considérés et pouvaient même avoir à leur service des *vicarii*, c'est-à-dire des esclaves en sous-ordre.

Bien qu'ils fussent de race servile, ils jouissaient cependant d'une position privilégiée, car la nature de leurs fonctions les mettait au-dessus du *vulgum pecus* ou de la *familia*. Le médecin y figurait et, selon ses aptitudes et ses connaissances spéciales, il pouvait en même temps être le pharmacien et le chirurgien du maître et de la *familia*.

Cette fonction est quelquefois tenue par une femme comme nous le verrons plus loin ; dans une inscription trouvée en 1825, on remarque, en effet, ces mots *Metilia dona medica* (1).

Quant au principe régissant la condition des esclaves en général, le Digeste nous apprend qu'elle est en droit pareille pour tous. *In servorum conditione nulla differentia*. On appliquait rigoureusement cette règle. Voici cependant qu'elle était la situation de ces esclaves pratiquant la médecine ou la pharmacie : Au point de vue de sa situation envers son maître, les rapports de l'esclave médecin se résu-

1. *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. IX, p. 72.

ment dans l'idée que l'un est propriétaire de l'autre ; il n'a pas de personnalité en ce sens qu'il ne peut s'obliger, ni prêter, ni emprunter, ni devenir acquéreur.

Cependant, malgré ce principe que l'esclave n'a pas de personnalité proprement dite, ses rapports avec les tiers se ressentaient d'une certaine capacité personnelle, de fait il est vrai plutôt que de droit, qu'on n'a pu lui nier. Ainsi, si l'esclave-médecin, en exerçant sa profession, commettait une faute préjudiciable à la santé de celui qu'il traitait, ou un délit, par exemple en empoisonnant volontairement un malade, il naissait de la faute ou du délit une obligation civile, comme de son contrat une obligation naturelle.

De plus, malgré le principe cité plus haut, *in servorum nulla differentia*, les *servi publici* (esclaves compris dans le domaine public de l'Etat), généralement attachés au service des magistrats et des temples, jouissaient de plus que les autres de la faculté, lorsqu'ils avaient rempli leurs fonctions, de mettre à profit le temps qui leur restait, et plusieurs durent s'adonner à l'étude de l'art de guérir, comme le pense le D^r Revillout (1).

On a retrouvé plusieurs inscriptions qui confirment ces conjectures sur l'existence des esclaves publics devenus médecins ; ils y sont le plus souvent

1. D^r Revillout. *De la profession médicale dans l'Empire Romain*. Séances de l'Académie des Sciences morales et politiques.

distingués par les lettres L. P. (*Libertus publicus medicus*) (1).

M. le Dr Briau (2) fait cette observation « que c'est par la médecine domestique pratiquée sans sortir de l'intérieur de la maison que débuta l'exercice de l'art médical et que les premiers médecins à Rome furent évidemment des esclaves ».

Je me rangerai volontiers à l'avis de cet auteur ; mais en faisant observer combien cette médecine domestique dut être restreinte aux époques anciennes. Jusqu'à ce que les Romains, en effet, aient eu des rapports suivis avec la Grèce, c'est-à-dire pendant fort longtemps, on ne sait trop ce que dut être l'art médical dans la patrie de Romulus.

En Grèce, en effet, bien qu'on ne trouve rien d'analogue à nos grades et à nos diplômes actuels, il y avait des écoles de médecins célèbres, des familles comme celle des Asclépiade dont Hippocrate descendait où l'étude de l'art de guérir se basait sur une longue expérience et des connaissances réellement scientifiques. C'est par l'arrivée des médecins grecs à Rome, soit comme esclaves, soit comme hommes libres que se forma donc ce qu'on peut appeler réellement la médecine et la pharmacie romaines. C'est alors surtout que les riches Romains tinrent à posséder ces esclaves-médecins formés par les leçons et les exemples de maîtres expérimentés ;

1. Orelli, n° 3333, t. II, p. 76.

2. Briau. *De l'Assist. méd. chez les Romains*.

ils se faisaient toujours accompagner par eux dans leurs voyages, dans leur séjour à la campagne (Plutarque), remettant le soin de leur santé à ces serviteurs qui connaissaient de longue date leur tempérament et par suite leurs maladies, et, parfois même, par faveur les prêtant à leurs amis (Suétone. *Cat.* 8. lib. 2).

C'est ce que nous dit M. Wallon dans son *Histoire de l'Esclavage de l'Antiquité* : « La médecine, écrit-il, eut à Rome les mêmes vicissitudes que la grammaire. Dédaignée à l'origine par la grossière ignorance du Romain, elle fut bientôt recherchée de toutes les riches familles. On voulut avoir des médecins pour l'entretien du corps comme des grammairiens ou des esclaves rhapsodes pour l'instruction ou le délassement de l'esprit. La Grèce captive dut cultiver à leur service cette science de la médecine dont elle faisait jadis le privilège des hommes libres et qui mettait à ses pieds les chefs des nations, art servile alors réduit à subordonner ses moyens au bon plaisir du maître. » Nous trouvons du reste encore dans le Code de Justinien la preuve que ces esclaves-médecins étaient prisés à une haute valeur, puisque cet empereur permet de demander pour des esclaves de l'un ou de l'autre sexe, habiles dans cet art, le maximum du prix d'un esclave, c'est-à-dire jusqu'à soixante pièces d'or : tandis que le prix des eunuques, fort recherchés cependant, était limité à cinquante pièces d'or. (Code Justinien. Loi I § 5, Titre VII, lib. VII.)

Médecins et Pharmaciens affranchis. — Ces médecins et pharmaciens-esclaves, qui, parfois, avaient appris par eux-mêmes certaines connaissances de l'art de soulager les malades ou qui s'étaient instruits au contact des esclaves grecs, ayant pratiqué dans leur pays, pouvaient, par un bienfait du maître, passer de l'esclavage à la liberté.

S'ils continuaient alors leur profession pour leur compte, ils constituaient la classe des médecins affranchis que je vais étudier maintenant.

La condition des affranchis était une dans l'ancien droit et le redevint sous Justinien : mais, au temps classique, les esclaves qui s'adonnaient à la médecine et à la pharmacie se trouvaient dans une situation spéciale à l'égard de leur patron envers lequel ils avaient certains devoirs à remplir, et à l'égard de la société qui les recevait dans son sein. Ainsi le maître de l'esclave-médecin affranchi peut l'employer à la cure de ses amis. Si le maître est médecin lui-même, il pourra se faire accompagner de son affranchi au lit des malades et lui interdire l'exercice de la médecine pour éviter sa concurrence (loi 26 pr. Digest.). Ces charges n'étaient pas bien lourdes ; n'était-ce pas faire survivre la servitude à l'affranchissement ? Les esclaves s'étaient engagés à ces services sous serment. Sans doute, aucune obligation ne pouvait, du moins à l'époque classique, résulter de ce serment prêté à un moment où l'esclave était incapable de s'obliger civilement. Mais l'esclave immédiatement après l'affranchissement était mora-

lement obligé de prêter un nouveau serment auquel le premier servait de cause. Le contrat était alors formé. Avec le temps, on en vint à résoudre ces devoirs à prix d'argent.

Dès lors les affranchis trouvèrent dans leurs richesses un moyen facile d'échapper à l'effet de leur serment. Car, selon la remarque du Dr Revillout « le droit sacerdotal n'existait plus pour faire du parjure un crime capital et la conscience d'un ancien esclave était rarement bien délicate ». Il en résulta nécessairement, dit M. Jacquey, que les maîtres hésitaient avant d'affranchir l'esclave-médecin chargé de leur santé et dans lequel ils avaient confiance, car, dès qu'il avait complété la somme nécessaire pour racheter son indépendance ou pour payer les indemnités fixées par le juge, aussitôt, comme ayant accompli toutes ses obligations, il pouvait les abandonner impunément.

Jusqu'à l'empire, les affranchis médecins eurent à porter le poids de la déconsidération qui survivait à l'esclavage ; mais dans l'entourage des Césars où la bassesse des sentiments et l'obéissance passive aux fantaisies du maître étaient les plus sûrs moyens d'une fortune rapide, on vit des affranchis occuper les premiers rangs ; tel Musa, médecin d'Auguste, d'abord esclave puis affranchi qui fut comblé de richesses par l'empereur et par le Sénat (1). Il avait un traitement de 250.000 sesterces. Marc-Antoine

1. Suétone. *Aug.* 49, p. 1.

Asclepiade eut un monument qu'on érigea en son honneur. Tous les officiers de santé de la maison impériale n'avaient pas, il est vrai, la même situation et il est probable que plusieurs affranchis n'étaient employés que comme aides subalternes des médecins ingénus, étrangers ou citoyens romains, car une ancienne inscription (1) distingue un médecin en chef (*supra medicus*) et un décurion de médecins (*decurio medicus*). C'est sous l'empire également qu'affluèrent principalement les médecins étrangers dont je vais m'occuper maintenant.

Médecins et Pharmaciens étrangers. — A l'époque où Rome eût étendu ses conquêtes sur la plus grande partie du monde connu ; quand cette ville fut devenue le centre vers lequel les peuples vaincus faisaient refluer en même temps que leurs richesses, leur industrie, leur science, leurs arts particuliers, les médecins et pharmaciens étrangers commencèrent à être fort nombreux. Ce furent eux qui constituèrent la majeure partie des médecins libres auxquels Jules César conférait, ainsi qu'aux professeurs, le droit de cité quand ils s'y établissaient (2). On choisissait les plus capables et principalement ceux que l'on jugeait assez instruits pour former des élèves.

Il en vint beaucoup de la Grèce où sous l'impulsion d'Hippocrate et de ses descendants l'art médical avait été poussé fort loin, et nous rencontrons

1. Orelli, 2974.

2. Suétone. *César*, LXII.

dans les auteurs et les historiens latins bon nombre de médecins grecs, tels qu'Arcagathus qui selon Pline fut le premier Grec qui vint exercer la médecine à Rome.

Arrivé en 535 sous le consulat d'Amilius et de Cassius, il reçut le titre de citoyen dont on était si jaloux à cette époque, on lui acheta même aux frais de l'Etat, comme je l'ai dit, une boutique dans le carrefour Acilius pour y exercer sa profession. Il fut nommé *Vulnerarius* parce qu'il s'attachait principalement à la guérison des blessures.

Il paraît que l'arrivée d'Archagatus causa dans Rome le plus vif plaisir, mais que bientôt sa persistance à employer, comme moyens curatifs, le fer et le feu, lui fit donner le surnom de bourreau (*carnificem*) en même temps qu'elle inspira une aversion profonde pour l'art médical et ceux qui l'exerçaient. Il fut obligé de quitter la ville. Montaigne pense que cette expulsion eut lieu sous l'inspiration de Caton. Caton l'Ancien fulmina, en effet, contre la médecine, comme il fulminait contre tous les arts qui, venus de la Grèce, devaient selon lui, corrompre fatalement les Romains. « Je vous interdis formellement les médecins » écrivait-il à son fils. Il y avait peut-être dans la colère de Caton un peu de jalousie de métier. On sait, en effet, qu'il exerçait lui-même la médecine à sa manière et en se conformant aux préceptes renfermés dans un livre de formules qu'il suivait religieusement. On peut se faire une idée des principes sur lesquels reposait toute sa science quand on

se rappelle que, à l'instar de Pythagore, il regardait le chou comme un remède universel (1), qu'il défendait expressément aux femmes de rien donner aux animaux malades (2), qu'il réglait d'après le nombre ternaire les médicaments qui devaient entrer dans la composition d'une médecine pour les vaches, qu'il faisait dresser les animaux sur les pieds de derrière pour leur administrer des médicaments (3) et qu'enfin il prétendait guérir les luxations par des expressions barbares et des chants magiques (4).

Il faut citer comme médecins étrangers venus à Rome : Andromaque de Crète, médecin de Néron qui porta le premier le titre d'Archiatre, c'est-à-dire chef des médecins. Xénophon, de la famille des Asclepiades, de Cos, médecin de Claude qui obtint en l'an 53 de notre ère l'immunité d'impôts pour cette ile (5) mérite d'être également cité ainsi qu'Hermogène, médecin d'Adrien.

Il y avait aussi parmi ces médecins étrangers plusieurs Orientaux et particulièrement des Egyptiens que l'on appelait souvent tout exprès à Rome pour le traitement de certaines maladies endémiques dans leur patrie, telles qu'une éruption contagieuse qui d'Asie se répandit dans la capitale sous le règne de

1. Caton. *De re rustica*, p. 103.

2. Caton. *De re rustica*, p. 83.

3. Caton. *De re rustica*, p. 64.

4. Caton, p. 112.

5. Tacite.

Tibère. Lucien parle aussi de médecins de Damas qui prétendaient avoir un remède souverain contre la goutte. Pline nous apprend qu'en général les malades avaient plus de confiance dans les médecins étrangers que dans les médecins romains.

Les préparateurs de produits pharmaceutiques, qui tendaient toujours, comme je l'ai déjà fait remarquer dans l'aperçu général, à se séparer de la médecine proprement dite et à faire de leur art de composer les médicaments une profession distincte avec ses règles particulières, marquaient déjà comme des personnages parmi les empiriques étrangers. La vente de ces médicaments pour laquelle du reste les médecins leur faisaient encore concurrence, était pour eux une source de profits d'autant plus considérable que dans l'opinion commune les remèdes les plus chers devaient être les plus efficaces. Beaucoup d'étrangers se jetaient dans cette profession de *pharmacopole* qui n'était interdite à personne et rapportait de si beaux bénéfices.

Il a été conservé plus de soixante-dix exemplaires d'espèces de timbre dont ces industriels étrangers marquaient les bœaux, et on a trouvé dans une maison de Pompéi des tablettes, des pastilles et des pilules qui indiquaient l'officine d'un *pharmacopole* en vogue (1). Tous, du reste, n'avaient pas le même succès ; certains de ces charlatans avaient une

1. Thomas. *Dict. de Dechambre*, v° Pharm.

clientèle plus réduite, ils se contentaient de porter des onguents aux esclaves exténués, des poisons même à qui voulait les payer. « Des gens du peuple, nous dit M. Thomas, n'avaient ni le temps ni les moyens de s'adresser aux médecins formés aux écoles grecques, ils passaient donc chez ces étrangers, ces compositoirs, ces thuraires, galants hommes, gens de ressource aussi capables d'appliquer un bandage que de satisfaire à bref délai un héritier avide. » Le *pharmacopole* d'Ancone, L. Clodius, est resté célèbre à cause de la harangue de Cicéron pour Cluentius (1) ; il avait fourni le poison dont Oppianicus se servit pour empoisonner Dinéa.

Cette immixtion des étrangers ne recherchant dans l'art pharmaceutique que l'occasion de bénéfices illicites, sans conscience et sans loyauté, produisit des inconvénients multiples, et il fut bientôt impossible de se procurer des remèdes bien préparés. Déjà Pline l'Ancien (2) se plaignait d'avoir à constater que la préparation des remèdes commençait à être négligée par les médecins, qui, trouvant plus simple d'acheter leurs emplâtres et leurs onguents tout préparés chez ces sortes de pharmaciens dont j'ai parlé, étaient ainsi souvent trompés par des fournisseurs de mauvaises drogues ; on retrouve des plaintes semblables dans Galien (3).

1. Cicéron. *Pro Cluentio*, 14.

2. *Hist. Nat.* XXIV, 108.

3. Galien. *De comp. medec. soc. gener.* III, 2.

L'administration ne trouvant pas dans la législation des dispositions suffisantes pour réprimer ces abus, prit des mesures particulières afin d'empêcher les fraudes exercées par des pharmacopoles éhontés. En Syrie, en Egypte, dans le Pont, dans le Cappadoce et l'Afrique, les médicaments étaient réunis sous la surveillance du gouverneur. En Crète, il y avait un officier chargé spécialement de recueillir les herbes salutaires. Elles étaient renfermées dans des paquets et des corbeilles, sur lesquels on inscrivait le nom et l'indication de la provenance ; les uns étaient déposés dans les magasins impériaux, les autres expédiés à Rome et livrés au commerce. Telles furent les précautions nécessaires qu'on dut prendre à Rome pour défendre dans une certaine mesure la santé publique contre l'exploitation de ces pérégrins qui, vaincus par les armées de Rome, prenaient leur revanche en vivant aux dépens des vainqueurs. Du reste, ils n'étaient pas seuls à tirer bénéfice de cet art de guérir et nous allons trouver les Romains eux-mêmes, quoique moins nombreux, exerçant aussi la médecine.

Médecins et pharmaciens ingénus et citoyens romains. — Comme je l'ai dit précédemment, l'exercice de l'art de traiter les maladies pouvant se faire sans diplôme, et en outre rapportant d'assez beaux bénéfices, nombre de gens sans vocation ni instruction spéciale, des classes inférieures surtout, renonçaient à leur premier métier pour se faire méde-

cins, et bien des éléments impurs se glissaient parmi ces derniers. Aussi, on n'épargnait pas aux médecins les accusations d'empoisonnement, comme on le voit dans Pline (*Hist. Nat.* XXIX, 20). A ces imputations venaient se joindre d'autres sujets de reproche : l'avidité poussée jusqu'à la rapacité, une humeur querelleuse, l'ignorance et le charlatanisme (1). Ces considérations et l'espèce de discrédit jeté sur cette profession nous explique que les Romains, surtout dans les premiers siècles de la république, où les mœurs étaient plus sévères, délaissèrent généralement cet art.

Cette aversion des Romains pour la médecine avait plusieurs causes : 1° par habitude et en se rappelant l'origine servile de la médecine à Rome, ils devaient nécessairement la considérer comme une occupation d'esclave ; 2° la manière de vivre, les mœurs des affranchis et des étrangers médecins n'étaient rien moins qu'honnêtes. De nombreux textes de Cicéron nous montrent, en effet, des médecins étrangers s'attachant aux grands par une sorte de servilité volontaire, obéir à leurs fantaisies plutôt que leur donner des conseils. Enfin la dignité romaine était sans doute blessée par la spéculation effrontée d'une foule d'empiriques et de médecins de bas étage qui spéculaient sans pudeur sur la crédulité publique et qui doubleraient les ressources que leur procurait le parasitisme en mettant au service des passions

1. Galien, *De proc. ad. Epigr.*, p. 460.

de celui dont ils étaient les ombres le léger bagage de leur science acquise sans travail. Toutefois ce sentiment d'aversion se modifia peu à peu ; déjà Cicéron (1) après avoir distingué les professions serviles des professions libérales donne une place à part aux professions savantes, au premier rang desquelles il place la médecine et à partir de Jules César nous verrons les médecins acquérir des immunités et des privilèges considérables. Jules César octroya le droit de cité à tous ceux qui exerçaient la médecine à Rome. Cet esprit de faveur qui avait dicté les dispositions de Jules César se maintint sous Auguste ; aussi il y eut des médecins ingénus et citoyens romains fort notables et très appréciés, surtout parmi les médecins de la cour, dans les premiers temps de l'empire.

Vettius Valens, un des médecins de Claude, appartenait même à l'ordre équestre, auxquels furent promus d'autres médecins de la cour comme Antoine Musa, qui avait sauvé Auguste, abandonné par ses autres confrères.

La distinction entre les médecins étrangers et les médecins citoyens romains s'effaça pour ainsi dire à partir de la constitution d'Antonin Caracalla, qui probablement, dans un esprit de fiscalité, accorda universellement la qualité de citoyen romain à tous les habitants de l'Empire : « In orbe romano qui sunt ex constitutione imperatoris Antonini cives romani effecti sunt » (2) dit le jurisconsulte Ulpien.

1. *De officiis*, 42.

2. Loi 17. *Digeste. De stat. hom.*, l. 1, tit. V.

Médecins et Pharmaciens pourvus de charges officielles. — A côté des médecins et des pharmaciens libres, les textes nous signalent des médecins et pharmaciens officiels qui toutefois n'apparurent que sous l'Empire. « Pendant toute la durée de la République romaine, dit le Dr Briau dans sa brochure sur l'archiâtrie romaine, il n'y eut à Rome aucune institution médicale publique, aucun médecin fonctionnaire quelconque, en relation de dépendance, de simple protection ou d'attributions officielles de n'importe quel genre avec le Gouvernement de l'Etat ou avec l'administration générale ou locale. La médecine pratique avait eu jusque-là un caractère essentiellement privé. Le décret de César, en accordant aux médecins de Rome le droit de cité, fut le premier lien qui rapprocha les médecins de l'administration publique dont ils s'ouvrirent bientôt les portes. On peut même dire que cette élévation inespérée à la cité devint la véritable initiation et la voie d'entrée de la médecine dans les différentes branches du service de l'Etat. »

Sous Auguste ou au commencement du règne de Tibère, un corps de médecins fut attaché aux légions, aux cohortes, aux hôpitaux militaires. Des textes s'occupent de ces médecins militaires (1).

Mais ces médecins ne furent pas les seuls médecins officiels. A côté d'eux, nous trouvons des médecins purement civils, mais distingués par un titre hono-

1. L. 33, § 2. Dig. I, IV, 6.

fique, celui d'archiâtre. Ce mot veut dire prince des médecins, premier des médecins. On a dit qu'il signifiait aussi médecin du prince.

Ce nom ne fut guère employé qu'après Alexandre Sévère qui, le premier, régularisa le service des archiâtres et le constitua d'une manière fixe et stable. Ce titre d'archiâtre fut également porté par des médecins publics payés par certaines villes. C'est un décret d'Antonin le Pieux qui répandit dans tout l'empire l'usage de ces médecins publics, établis alors dans quelques villes seulement. Quoi qu'il en soit, le mot archiâtre semble avoir été créé pour désigner le premier médecin de l'empereur, indépendamment de toute condition de supériorité reconnue. D'après Galien (1), Andromaque, médecin de Néron, prit ce titre. Mais si ce titre d'archiâtre désigna d'abord les médecins de l'empereur, leur fut-il réservé ?

Nous ne le pensons pas et nous estimons qu'on doit, avec le Dr Briau, qui s'appuie sur des textes et des monuments épigraphiques, établir qu'il fut commun à cinq classes de médecins officiels : 1^o les médecins des empereurs ; 2^o les médecins municipaux des villes de province ; 3^o les médecins et pharmaciens publics des deux villes impériales ; 4^o les présidents des collèges ou sociétés de médecins et pharmaciens ; 5^o les médecins spécialement attachés au service du portique appelé Xyste dans les gymnases publics et à celui des vierges vestales.

1. *De Antidotis*, liv. 1, C. 1.

Le caractère commun de ces médecins peut se résumer ainsi : Ils étaient tous nommés par des corps constitués et selon un mode établi par le gouvernement impérial, c'est-à-dire qu'ils avaient tous une empreinte officielle et des fonctions commandées et obligatoires ; ils étaient médecins fonctionnaires.

Toutefois, le titre d'archiâtre n'indiquait pas par lui-même une attribution définie bien qu'il fût inséparable des devoirs publics confiés à celui qui le portait. Il n'était en réalité qu'une marque d'honneur qui désignait les médecins fonctionnaires à la considération et au respect de tous.

J'ai terminé l'étude des principales *personæ*, c'est-à-dire des divers rôles que les médecins ou pharmaciens pouvaient jouer dans la société romaine, esclaves, affranchis, pérégrins, citoyens romains. Mais je crois intéressant de compléter cette étude par un chapitre qui montrera le rôle des femmes à Rome, dans l'exercice de la médecine et de la pharmacie.

CHAPITRE III

Exercice de la Médecine et de la Pharmacie par les femmes

Je viens d'étudier dans le chapitre précédent les diverses classes de personnes parmi lesquelles, à Rome, on pouvait rencontrer des médecins ou des pharmaciens ; mais, dans ces personnes, je n'ai jamais examiné que des individus du sexe masculin. Cependant, parmi ces esclaves, ces affranchis, ces étrangers, ces citoyens ingénus même, exploitant leurs connaissances médicales, il faut, pour être complet, mentionner également les femmes.

En droit, d'abord, cette profession leur a été accessible. Pour la loi romaine, la femme, qui oint au nom de médecin l'exercice de la profession médicale, est certainement considérée comme médecin (1).

En fait, à Rome, où les femmes jouissaient d'une liberté et d'une considération plus grandes qu'en Grèce, l'exercice de cet art prit dans leurs mains une certaine extension. Il est hors de doute que quelques femmes esclaves se vouaient à l'étude des maladies

1. L. I, § 5, Code de Justinien, VII, 7.

et que parmi les esclaves privilégiées, supérieures par la nature de leurs fonctions aux autres esclaves de la *familia*, certaines jouaient le rôle de médecin et de pharmacien du maître et de la maison, comme nous le démontre une inscription trouvée en 1825 portant : *Metilia Dona Medica*. Ces femmes-médecins étudiaient parfois d'une manière particulière la science des poisons et de leurs antidotes, car, à l'époque de la corruption impériale, les empoisonnements étant fréquents à Rome, on prisait fort haut l'habileté des serviteurs qui savaient à la fois garantir des embûches des ennemis par des contre-poisons, dont beaucoup de personnes avaient l'habitude des doses régulièrement fortes comme préservatif (1) ou empoisonner fort à propos ces ennemis eux-mêmes.

On en retrouve un exemple fameux dans l'esclave Locuste ou mieux Locusta, que les détestables services qu'elle pouvait rendre par ses connaissances des poisons firent longtemps épargner, et qui fut, selon l'expression de Tacite (2), conservée comme un instrument de gouvernement. Locuste, pour prix de l'empoisonnement de Britannicus, reçut l'impunité, des domaines considérables et même des disciples ; mais sous le règne de Galba, elle fut mise à mort avec d'autres exécuteurs du règne de Néron, en 66 après Jésus-Christ.

1. Galien. *De Antidotis*. XIV. 32.

2. Tacite. *Ann*, XII. 63 ; XIII. 15.

On ne rencontrait pas seulement des esclaves parmi ces femmes-médecins ; mais encore, comme je l'ai dit plus haut des affranchies, des Romaines ingénues. En effet, dès la première année de notre ère, Scribonius Largus parle d'une honnête matrone, *honestâ matrona*, qui avait guéri plusieurs épileptiques, dans le cours de sa carrière médicale, à l'aide d'une certaine préparation. Pline, empilant sans critique les recettes les plus absurdes, mentionne également des noms de femmes *peregrinæ* entre autres une certaine Olympias la Thébaine (1) qui prétendait provoquer l'avortement avec un mélange de graisse d'oie et de mauve. Il donne cinq ou six formules d'une autre médecin femme nommée Salpé, adonnée à la pratique des accouchements (*obstetrix*) et d'une nommée Laïs. Il est vrai que ces dernières femmes-médecins n'étaient sans doute que des sages-femmes ; mais, il est incontestable que d'autres avaient le titre de *clinicæ*, cliniciennes. Théodore Priscien paraît avoir entretenu d'excellents rapports avec une de ses gracieuses concurrentes du nom de Victoire et lui dédia un de ses ouvrages en ces termes : « Victoria, artis meæ dulce ministerium, ego quidem te scientia juvabo. »

On trouve dans Galien une Elephantis, qui est mentionnée, avec d'autres médecins, comme ayant écrit des traités médicaux sur l'alopecie (2). Cette Elephantis est peut-être la même qui, au dire de

1. Pline. *Hist. nat.*, liv. XX, ch. XXI.

2. Galien. *De compos. med.*, liv. II, ch. II.

Martial, aurait composé des poèmes obscènes. Enfin on mentionne également parmi les *medicæ* une Cléopâtre et une Aspasia.

Dans cette période, outre les femmes citées et qui pour la plupart sont d'origine grecque, un certain nombre d'inscriptions votives nous donnent les noms purement latins de quelques autres, et parmi ces dernières se trouvaient soit des esclaves, soit des affranchies, soit des femmes de condition libre, avec l'épithète *medica*. Cette qualification était d'ailleurs admise à Rome dans les premiers siècles de l'empire.

Le juriconsulte Ulpien, dans son *Commentaire sur l'Edit du prêteur*, s'occupe du rôle médical des sages-femmes, dans l'hypothèse où une femme divorcée affirme ou nie sa grossesse. Du reste, à Rome, comme de nos jours, l'art de l'accouchement était généralement exercé par ces *obstetrices* que l'on nommait aussi *medica*, je l'ai déjà dit. Ces sages-femmes jouaient un rôle assez important, car on leur confiait des expertises assez délicates. De plus il est certain que dans beaucoup de circonstances, on demandait leurs soins pour des maladies au sujet desquelles il répugnait de recourir à un médecin ; ainsi, outre que le titre de *medica* est employé concurremment avec celui d'*obstetrix*, nous avons des inscriptions qui spécifient ces cas où elles étaient appelées et qui nomment une *medica* « *mammis* » (1) et une autre « *clinice* » (2).

1. Gruter. Inscript., p. 224, 6.

2. Gruter. Inscript., p. 635, 16.

Ces textes indiquent déjà d'une manière bien claire qu'il s'agissait là de donner des soins pour des maux qui ne résultent pas nécessairement de l'accouchement et de ses suites. Mais, il y a plus, nous avons dans le Digeste un passage d'Ulpien qui ne peut laisser de doute sur ce point que les *medicæ* et les *obstetrices* exerçaient bien réellement la médecine même en dehors de leur spécialité (1) : « Sed et obstetricam audiant (presides) quæ utique medicinam exhibere videtur. » « Que les présidents entendent aussi la sage-femme dans le cas où elle paraît exercer la médecine. » Il s'agit ici de fixer le salaire qui leur est dû. Ces *medicæ* faisaient donc habituellement acte de pratique médicale.

On voit, par ce qui précède, le rôle important à signaler que les femmes à Rome ont joué dans l'art de guérir. Nous allons étudier dans le chapitre qui va suivre les privilèges et honoraires des médecins et pharmaciens.

1. L. I, § 2. *De extraord. Cognit.*, Liv. I, tit. XV.

CHAPITRE IV

Privilèges et Honoraires des Médecins et Pharmaciens

Privilèges. — Il ne paraît pas que, pendant la durée de la république romaine, ceux qui exerçaient l'art de traiter les malades concentré à cette époque, comme je l'ai déjà dit, dans les mains des étrangers et des affranchis, aient joui de faveurs et d'immunités particulières en dehors du droit commun.

Au reste, ce silence des textes s'explique ; car, dans les premiers siècles, ils furent relativement peu nombreux. Il ne faudrait pas, cependant, accepter à la lettre l'assertion de Pline, que pendant cinq cents ans, Rome se passa de médecins, car cette thèse a été réfutée et Denys d'Halicarnasse lui-même contredit cette exagération de Pline et nous apprend que dès le III^e siècle de la fondation de Rome il y avait des médecins.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, des raisons qui empêchèrent les médecins de jouir de privilèges spéciaux pendant longtemps, une chose est certaine, c'est que les textes restent muets jusqu'à l'octroi par Jules

César, aux médecins, du droit de cité. Ce dernier, d'après Suétone (1), dans le but de les attirer, les gratifia de cette faveur. Cet octroi du droit de cité ne s'appliquait évidemment qu'aux étrangers libres et ne devant exercer qu'à Rome. Dans les provinces, les médecins, qui enviaient le droit de cité, le faisaient demander à l'empereur par un ami puissant. C'est ainsi que nous voyons Pline le Jeune le solliciter de Trajan pour son médecin Harpocras l'Egyptien « *quamvis secundum institutionem principum non temere eam dare proposuisses* » (2). Même demande du même Pline à Trajan pour le médecin Posthumus Maximus : « *Cui parem gratiam referre beneficio tuo possum, si precibus meis ex consuetudine benignitatis tuæ induleris* ». « Je ne puis m'acquitter envers lui que par le secours de vos grâces si votre bonté habituelle accède à mes prières (3). »

Cette concession du droit de cité était d'ailleurs purement personnelle au médecin et ne s'étendait à sa femme et à ses enfants que par des dispositions formelles et spéciales.

Les médecins devenus citoyens avaient alors les mêmes droits et étaient assujettis aux mêmes charges que les autres citoyens. A partir d'Auguste des faveurs spéciales, des immunités leur firent une situation privilégiée : « La guérison d'Auguste, dit Dion Cassius, valut à Musa l'immunité pour lui et pour

1. Jules César. Cap. XLII.

2. Pline le Jeune. Ep. I, t. X, 5.

3. Pline. Ep. I, X, 23.

ceux qui exerçaient à cette époque la même profession (1). »

Quelle était l'étendue de cette *immanitas* ? La loi romaine divise les charges publiques en trois catégories : 1° les *munera personalia*, charges qui coûtent du temps et non de l'argent ; 2° les *munera patrimoniorum*, pure dépense tels que les impôts ; 3° les *munera mixta* où se trouvent ces deux caractères, telle l'obligation pour les décurions de recouvrer l'impôt foncier et de répondre de l'insolvabilité des contribuables. Or le *jus immanitatis* accordé aux médecins s'étendait-il à ces trois sortes de *munera* ?

M. Jacquely, dans son étude sur la médecine officielle et privée à Rome, trouve que les textes ne sont pas suffisamment précis à cet égard ; aussi n'accorderait-il aux médecins que la dispense des *munera* formellement énoncés par un texte et encore fait-il une distinction pour justifier sa proposition. Comme certains textes comprennent d'une façon indéniable l'exemption de l'ensemble des charges publiques, il suppose que ces derniers ne s'appliquent qu'aux archiâtres ou médecins pourvus de charges officielles. Cependant, il est deux textes qui bien compris, à mon avis, outre qu'ils indiquent que cette *immanitas* embrasse l'ensemble des charges publiques, ne distinguent pas entre les catégories de médecins.

C'est d'abord la loi 6 § 1 du Digeste, *De Excusat.*, XVIII, 1 : « Grammatici, sophistæ, rhetores, medici

qui circulatores vocantur, quemadmodum a reliquis muneribus, ita et a tutela et a curo requiem habent. »

Cette loi indique bien nettement, ce me semble, que les médecins *circulatores*, c'est-à-dire ceux qui exerçaient réellement leur profession et soignaient les malades selon l'explication de Cujas et de Pothier dans leurs commentaires de cette loi sont exempts de la tutelle et de la curatelle comme de toutes les autres charges publiques. De même la loi 18 § 30 du Digeste. *De mun. et hon.*, lib. L., tit. IV, nous dit en termes généraux et sans aucune distinction :

« Magistri qui civilium munerum vacationem habent, item grammatici et oratores et medici, etc. »

Du reste, celui qui le premier accorda l'*immunitas* aux médecins, l'empereur Auguste, fit cette faveur d'une manière générale, par reconnaissance pour les services que la médecine lui avait rendus, d'après le témoignage de Dion Cassius.

Il me semble que ce texte est suffisamment précis et formel. Du reste, y a-t-il lieu de s'étonner de ces faveurs accordées aux médecins qui par la nature même de leur profession devaient exercer une grande influence et dont plusieurs arrivèrent dans le palais des empereurs aux plus hautes dignités ? Nous en avons un exemple dans le médecin Cæsarius qui, d'après le témoignage de saint Grégoire de Nazianze (1), était à la Cour de Valentin I^{er} (« inter imperatoris amicos muneratus, et qui maximos

1. Saint Grégoire de Nazianze. *Eloge de Cæsarius*.

honores cæpit) » ; on lui avait, en effet, accordé les insignes de la dignité sénatoriale, et cette faveur doit suffire à faire comprendre que l'exemption des charges publiques avait pu être octroyée sans difficulté à ceux qui exerçaient la profession médicale comprise parmi les arts libéraux.

Honoraires. — Nous avons déjà dit que la profession médicale à Rome bien que rangée au nombre des arts libéraux selon le témoignage de Cicéron (1) n'avait pas été tenue en très haute estime par les Romains, du moins pendant fort longtemps. Néanmoins les profits qu'on en retirait étaient considérables, peut-être à cause de ce dédain lui-même que les médecins avaient fait entrer en ligne de compte pour le paiement de leurs services.

Il est certain, d'après le témoignage de nombreux auteurs de l'antiquité, que les médecins mirent à profit l'influence qu'ils pouvaient avoir sur leurs malades pour réaliser de gros bénéfices. Galien, fort compétent sur la matière, nous dit que le médecin, *brevi efficitur dives* (2). Pline (3) nous rapporte que Crinias de Marseille, médecin en vogue, laissa à sa mort 10 millions de sesterces (plus de 2 millions de notre monnaie, chiffre fabuleux pour l'époque), après en avoir dépensé autant pour édifier les murs de sa patrie et que Charmis, autre médecin de

1. Cicero. *De officiis*, I, 42.

2. Galien. *Meth. med.*, I.

3. Pline. *Hist. nat.*, *loc. cit.*

Marseille, crut faire acte de modération en ne réclamant, pour la guérison d'un malade, que 200.000 sesterces (42.000 francs) (1).

Pline cite également Alconte, chirurgien banni de Rome par l'empereur Claude, qui lui confisqua 10 millions de sesterces, et qui revenu d'exil regagna en peu d'années tout ce qu'il avait perdu. Certains médecins comme Cassios, Calpetanos, Arruntios et d'autres, recevaient des empereurs 50.000 sesterces par an ; l'un d'entre eux, Stertinus, faisait même valoir combien il était désintéressé en se contentant de cette somme, puisque ses visites dans Rome lui en rapportaient 600.000. Le frère de Stertinus reçut, paraît-il, la même somme de l'empereur Claude. Tous deux, malgré les dépenses considérables qu'ils avaient faites pour l'embellissement de Naples, laissèrent à leur mort une succession de 30 millions de sesterces.

Il est probable que Pline dans sa haine des médecins force un peu les chiffres. Aussi aux assertions de Pline peut-on opposer le témoignage de Plaute. Dans l'*Aulularia*, Congrion le cuisinier, qui venait d'être roué de coups par l'avare soupçonneux, s'écrie en se frottant les reins : « On me loue pour un didrachme, et j'en dépenserai davantage pour le médecin. » Or le didrachme valait environ 1 fr. 50 de notre monnaie ; en supposant que ledit Congrion dût payer au médecin le double de son salaire, il est

1. Un sesterce vaut 0 fr. 21.

facile de se convaincre que les praticiens de quartier ne tiraient de leur profession que des profits assez modestes.

Quoi qu'il en soit de leur quantum, il est certain que le médecin avait à Rome droit à des honoraires et il devait arriver, comme de nos jours, que les médecins et les pharmaciens, après avoir rendu des services, guéri des malades, fourni des médicaments, se heurtaient à des clients récalcitrants qui refusaient de payer les honoraires. Quel moyen était alors mis à la disposition du médecin et du pharmacien ?

Ici, la distinction entre le médecin et le pharmacien proprement dit est incontestable. Le médecin n'a aucun moyen juridique, tandis que le pharmacien qui se livrait principalement à l'art de préparer les remèdes et les débitait dans des boutiques ou officines ayant de nombreux traits de ressemblance avec les pharmacies de nos jours, avait les droits des vendeurs notamment celui d'exiger le prix. La vente des médicaments et même des poisons qui, par leur mélange, pouvaient produire des effets thérapeutiques salutaires était, en effet, connue à Rome et entièrement permise, comme je crois l'avoir démontré au commencement de cette étude. La loi 35, § 2, du Digeste, établit la vérité de cette proposition d'une manière formelle ; de même le texte de Marcien (argument *a contrario*). Il dit en effet, que la loi punit celui qui aura publiquement vendu des médicaments nuisibles : *Qui in publicum mala*

medicamenta vendiderit. Loi 3, § 1. Digest. *Ad leg. cornel.*

Mais si le médecin proprement dit n'avait pas comme le pharmacien de moyen de droit civil pour réclamer ses honoraires, il trouvait un secours efficace auprès du prêteur, toujours équitable. Celui-ci retenait l'affaire à son tribunal et statuait lui-même. Peut-être trouva-t-on dans ce procédé le double avantage de ménager la dignité des médecins dont le nom n'allait pas ainsi retentir dans les solennités d'un débat judiciaire et d'assurer mieux la surveillance que voulait leur imposer une autorité toujours un peu ombrageuse.

Mais le prêteur avait le droit d'apprécier la créance de sorte que de ce droit dérivait celui de réduire les demandes du médecin quand elles lui paraissaient exagérées.

Il s'élève à propos des honoraires du médecin et du pharmacien une dernière question. Les médecins jouissaient-ils en droit romain comme dans notre droit actuel d'un privilège pour leurs honoraires ?

Il est un point qui ne fait pas de doute, c'est que les dépenses effectuées pour les funérailles du débiteur étaient privilégiées. Mais dans l'énumération que nous donnent les textes des *sumptus funeris causa*, il n'est fait nulle part mention des sommes dues au médecin, ce qui donnerait à penser que le privilège pour le recouvrement d'honoraires médicaux tel qu'il existe aujourd'hui n'a pas une origine romaine.

CHAPITRE V

Responsabilité des Médecins et des Pharmaciens

Après avoir examiné le développement de la médecine à Rome, après avoir signalé les immunités et les honneurs accordés aux médecins, il convient de rechercher quelle protection on trouvait à Rome contre les entreprises dangereuses des charlatans éhontés.

La responsabilité médicale a existé dans tous les pays. Nous avons déjà rappelé que les médecins égyptiens étaient tenus de se conformer aux prescriptions d'un recueil de recettes empiriques et que les tentatives malheureuses d'un moyen curatif nouveau leur étaient imputées à faute. De même Platon semble insinuer que de son temps, les médecins d'Athènes, comme ceux d'Égypte, devaient suivre certains préceptes et qu'ils étaient responsables envers l'Etat des morts qui semblaient pouvoir être attribuées à leur négligence. Et nous trouvons dans l'histoire grecque un terrible exemple de responsabi-

lité médicale : Plutarque rapporte (1) qu'Alexandre fit mettre en croix Glaucus, médecin d'Ephestion ; il avait abandonné son malade pour aller au théâtre et celui-ci était mort d'un écart de régime. En Egypte, on avait commencé par exposer les malades en public et tous les passants qui avaient été atteints et guéris des mêmes maux étaient tenus d'aider de leur conseil ceux qui souffraient, et enfin plus tard, on imposa l'obligation à ceux qui sortaient de maladie d'aller faire inscrire dans les temples les symptômes de l'affection qu'ils venaient d'éprouver et les procédés curatifs dont ils s'étaient servis.

Le temple de Canope et celui de Vulcain à Memphis devinrent le principal dépôt de ces registres salutaires ; ils étaient gardés avec le même soin que les registres de la nation. Pendant longtemps chacun eut la liberté de les consulter. Mais les prêtres chargés de recueillir les observations s'emparèrent de l'exercice exclusif de la médecine. Quand ils eurent recueilli une grande masse de faits, ils firent un code médical, fruit de l'expérience des siècles et appelé par Hérodote le livre sacré. Il ne fut plus permis de s'en écarter et ce fut d'après ce code qui sans doute fit ensuite partie du recueil attribué à Hermès que les pastophores se réglèrent pour exercer la médecine.

S'ils étaient fidèles à ses prescriptions, ils n'étaient responsables de rien quel que fût le résultat de leur

1. Plutarque. *Vie d'Alexandre*, chap. XCIV.

traitement. Ils étaient punis de mort selon Diodore s'ils s'en écartaient et que l'événement ne justifiait pas leur conduite. Cette pratique fut également, au dire de Valère Maxime, celle des premiers Romains et les maladies comme la plupart des forces naturelles ayant été divinisées, ce fut dans un petit temple de la Fièvre, situé tout en haut du Vicus longus, que les malades venaient, après guérison, inscrire le remède qui les avait rétablis.

Disons-le en passant ; dans cette mythologie spéciale, on vit avec le temps, des dieux empruntés à l'Olympe se joindre à des divinités étrusques comme la déesse Salus et à des créations véritablement romaines telle que la Febris Mephytis que l'on invoquait contre les fièvres paludéennes. C'étaient sans doute ces divinités que le malade implorait de préférence, sur les genoux ou sur les cuisses desquelles il collait avec de la cire des tablettes où il avait écrit sa prière et la promesse d'un ex-voto en cas de guérison. (Juvénal, Satire 10, vers 55.)

On peut se demander si à Rome l'ensemble de ces recettes constituait comme en Egypte une sorte de codex imposé aux médecins praticiens.

Un auteur, Trébuchet (1), le prétend, mais sans appuyer son dire d'aucune preuve.

Nous ne pouvons partager cette manière de voir. En effet, nous n'avons trouvé nulle trace de ce fait dans les textes nombreux qui s'occupent de la res-

1. Trébuchet, p. 183.

ponsabilité du médecin, et en y réfléchissant on est amené à penser que cette obligation ne pouvait pratiquement exister à Rome. On la comprend en Egypte où l'exercice de la médecine était réservé à des prêtres docilement courbés sous une règle sévère : on la comprend encore en Grèce où, au dire de Xénophon (1), les jeunes médecins, avant de s'établir sur le territoire de la République d'Athènes, étaient obligés de soutenir un acte public où ils expliquaient leurs méthodes de traitement et indiquaient le nom de leur maître. On la comprend dans ces deux pays, parce qu'un codex peut être facilement imposé à une corporation fermée où son étude devient la condition de l'obtention du grade et du droit de l'exercice de la profession. Mais à Rome, où nous l'avons vu, l'exercice de la médecine était complètement libre, où le premier venu pouvait exercer sans diplôme, comment imposer aux praticiens une règle de conduite immuable. La liberté de l'exercice de l'art devait nécessairement avoir pour corollaire la liberté dans le choix des méthodes. Chaque médecin pouvait donc à sa guise employer le remède qu'il jugeait convenable ; mais si le résultat ne répondait pas à la hardiesse de l'empirique, nul doute qu'on ne pût lui faire expier sa témérité. Nous accordons que la difficulté de la preuve devait sauver de la répression bon nombre de médecins ignorants ou imprudents ; cependant, il est hors de doute que Pline se rend coupable

1. Xénophon. *Memor. Socrat.*, liv. IV, p. 192.

d'exagération lorsque, emporté par sa haine contre les médecins (1), il dit : « Il n'est pas une loi qui punisse leur ignorance, pas un exemple de punition capitale.

« Ils s'instruisent à nos dépens ; la mort des hommes est pour eux une série d'expériences ; seuls ils jouissent du privilège de tuer les hommes impunément. Que dis-je, on rejette le tort sur le malade, on accuse son intempérance et on fait le procès de ceux qui ont succombé. »

Cette belle indignation ne saurait infirmer les textes très nombreux qui mettent hors de discussion que le principe de la responsabilité civile et pénale du médecin existait dans la législation romaine, où il était d'ailleurs d'autant plus nécessaire que l'exercice de l'art, n'étant soumis à aucune épreuve, donnait moins de garanties au malade.

Responsabilité criminelle. — Parmi les lois répressives qui peuvent atteindre plus spécialement les crimes commis par les médecins et pharmaciens se placent en première ligne la loi Cornelia : *De sicariis et veneficiis* et la loi Pompeia, *De Parricidiis*. Il paraîtrait du reste que ceux qui s'adonnaient à la profession médicale s'exposaient souvent à ces atteintes, d'après le témoignage des auteurs anciens (2).

1. Pline. *Hist. Nat.*, XXIX, 8.

2. Pline. *Hist. Natur.*, XXIX. — Tacite. *Ann.*, IV, 3.

Galien lui-même, qui devait bien connaître ses confrères, nous dit que la seule différence entre les brigands et les médecins de Rome, c'est que ces derniers consomment leurs crimes dans la cité et les brigands sur les montagnes : « Hocque solo a latronibus differunt, quod hi in labe. illi in montibus mortales grossuntur (1). »

Peut-être cette appréciation est-elle un peu dictée par la jalousie du métier !

Quoi qu'il en soit, la loi Cornelia s'était occupée d'eux, et, dans son application, il n'y a pas à distinguer, comme pour la loi Aquilia, si la victime du crime est libre ou esclave, car l'atteinte était faite à la société et non à des intérêts particuliers. Mais, outre les textes qui les nommaient, les autres dispositions insérées dans la loi pouvaient les atteindre, car la loi pénale déterminait et punissait les crimes sans distinguer si le coupable était médecin et pharmacien, en un mot sans s'occuper de sa qualité.

Donc, en premier lieu, le médecin qui avait tué, soit par l'exercice de son art, soit autrement, un homme libre ou esclave est tenu de la loi Cornelia.

La peine est la déportation dans une île avec confiscation générale.

Puis, nous apprend Marcien, de son temps la peine varia et fut toujours la déportation pour les gens de haute condition et la mort par les bêtes fauves pour les individus de basse classe.

1. Galien. *De præ. ad Posth.*, cap. IV.

Était puni de la même peine, et ici les pharmaciens pouvaient être plus spécialement atteints, celui qui a vendu au public des poisons ou en aura tenu dans des intentions homicides.

Tombaient encore sous le coup de la loi Cornelia ceux qui se livraient à la castration et ici le rescrit de l'empereur Adrien, qui prononce cette sanction, est rapporté dans la loi et vise expressément les médecins. C'était en effet à eux qu'on s'adressait en général pour ce genre d'opération ; certains, d'après Cujas, étaient même spécialistes en la matière (1) et il les comprend sous la rubrique de médecins.

La loi Cornelia pouvait même atteindre le vendeur de drogues débitant sans précaution les médicaments dangereux quelqu'en fût l'emploi ultérieur et le médecin commettant un homicide par imprudence sans intention criminelle.

Un autre crime qui paraissait devoir être commis plus spécialement par les médecins était le crime d'avortement. Dans ce cas la femme était punie de la peine de l'exil, soit même de la peine capitale si elle avait été poussée au crime par des héritiers en sous-ordre. Le complice, dans notre espèce, le médecin probablement qui avait donné le *poculum abortionis*, était puni d'après sa condition sociale et le résultat de l'acte criminel. Dans le cas où la femme mourait des suites de l'avortement c'était pour lui la peine capitale ; si elle survivait il y avait pour lui

1. Cujas. *Comment. des Sentences de Paul*, liv. VII, 65.

confiscation partielle, et la rélégalion dans une île s'il était de haute classe, remplacée par la condamnation aux mines s'il était de basse origine.

Il en était de même si le médecin ou le pharmacopole donnait une potion aphrodisiaque, un philtre, ce que les Romains qualifiaient de *poculum amatorium*. Du reste, que le *poculum* fût abortif ou aphrodisiaque la peine était encourue même s'il n'y avait pas intention criminelle, un dol, dit le texte, *et si dolo non faciant*, parce que la chose est d'un mauvais exemple, *quia mali exempli res est*.

La loi Pompeia punissait du dernier supplice le médecin dans le cas où il avait vendu le poison destiné à commettre un parricide, même si le poison n'avait pas été administré.

Voilà les dispositions pénales par lesquelles, à Rome, le médecin et le pharmacien devaient être le plus souvent atteints. Passons maintenant à l'étude de la responsabilité civile de ces derniers.

Responsabilité civile. — Toute la responsabilité civile en ce qui concerne les médecins et pharmaciens à Rome se résume en une question de réparation d'un dommage quelconque. Or c'est dans la loi Aquilia, plébiscite sur la date duquel on n'est pas absolument d'accord, que s'en trouve posé le principe et écrite la sanction.

Le trait caractéristique de cet loi, c'est qu'elle ne suppose pas nécessairement chez le délinquant une intention coupable ; une simple faute non intention-

nelle suffit pour le rendre passible de son action. Mais pour qu'il y ait lieu à application de la loi Aquilia, il est nécessaire qu'il y ait dommage causé. Aussi si un médecin faisait subir à un jeune esclave l'opération de la castration et que la valeur de cet esclave loin d'en être diminuée en fût augmentée, il ne pouvait pas être atteint par la loi Aquilia. Il faut, en plus du dommage, un fait proprement dit et non pas une simple négligence, de sorte qu'un médecin à Rome pouvait, sans engager sa responsabilité, refuser les secours de son art au malade qui en avait un besoin pressant et qui le requérait. Il est hors de doute, toutefois, que si le préjudice causé a pour point de départ un fait licite, mais devenu nuisible par suite de la négligence postérieure de son auteur, cette négligence, survenue après coup, donnerait à ce fait, licite en soi, tous les caractères d'une faute tombant sous le coup de la loi Aquilia et donnant lieu contre son auteur à l'action dérivée de cette loi. Tel serait le cas du médecin qui ayant commencé d'opérer un esclave se désintéresserait des suites de l'opération et le laisserait mourir.

Une dernière condition était essentielle pour qu'il y eût possibilité de recourir à l'action aquilienne ; il fallait que le dommage provint d'un acte physique du délinquant et non d'une cause étrangère que cet acte aurait mis en mouvement et que de plus le préjudice causé consistât en la destruction ou, tout au moins, la dégradation d'une chose corporelle. Comme on le voit cette dernière condition res-

treignait considérablement le champ d'application de la loi Aquilia.

Or il y aura de la part du médecin ou du pharmacien dommage réel toutes les fois qu'on pourra lui reprocher la mort d'un esclave, la blessure ou la maladie de celui-ci ; mais il faudra encore qu'il ait été l'agent direct et immédiat de la mort ou de la blessure. Il ne suffisait pas, en conséquence, au cas d'empoisonnement, par exemple, que le pharmacien ou médecin ait procuré à l'esclave le poison avec lequel il a attenté à ses jours, il fallait encore, pour que sa responsabilité soit en jeu, qu'il ait lui-même présenté et administré le poison à la victime.

J'ai examiné sommairement les conditions nécessaires pour donner ouverture contre le médecin et le pharmacien de l'action aquilienne. Il me reste à dire un mot de l'indemnité qu'aura à payer médecin ou pharmacien en cas de condamnation. S'il y a mort de l'esclave, on estimera l'indemnité d'après la plus haute valeur que cet esclave a eu dans l'année qui a précédé le délit ; par conséquent si l'esclave qui a péri par le fait du médecin était devenu à l'époque du délit sans valeur marchande et que quelques mois auparavant il eût été coté à un haut prix c'est ce prix que l'on devra au maître qui réalisera de ce fait un enrichissement. De plus si l'esclave faisait partie d'une troupe de comédiens ou qu'une hérédité lui était déférée la condamnation était augmentée de la dépréciation causée au reste de la troupe ou de

ce qu'aurait procuré au maître l'hérédité que la mort de l'esclave l'empêche de recueillir.

C'était là des peines qui frappaient lourdement le médecin auquel on pouvait reprocher une faute ; mais il ne faut pas oublier qu'en fait de pareilles condamnations étaient rarement prononcées. En effet, la loi Aquilia n'était pas invocable si l'un de ses éléments nécessaires faisait défaut. Elle ne s'appliquait pas au dommage causé *non corpore* pas plus qu'au dommage causé à un homme libre. Elle ne compétait en outre qu'au propriétaire et à la condition qu'il fût citoyen romain. Les exceptions à la règle étaient, on le voit, plus nombreuses que les cas d'application de la règle elle-même.

Nous terminerons notre étude en faisant remarquer que le médecin ou le pharmacien poursuivi ou criminel devaient l'être plus souvent comme complice, que comme auteur principal, mais la peine le frappait sans doute dans les deux cas, car l'esprit le plus général qui paraît dans les textes de la loi est celui de l'égalité de peine entre les divers participants au même délit.

En dehors de cette responsabilité tantôt civile tantôt pénale qu'ils encouraient, il n'apparaît pas que les médecins et les pharmaciens à Rome aient été tenus d'aucune obligation particulière en raison de la profession qu'ils exerçaient.

C'est ainsi, comme le remarque M. Briau, qu'on ne relève pas leur participation aux grands travaux d'édilité qui furent accomplis en vue de l'assainisse-

ment de Rome, pas plus qu'on ne s'aperçoit que le juge ait fait appel à leurs lumières dans les procès portés devant lui et où se soulevaient nécessairement des questions médico-légales. Il ne semble pas que le médecin ait été à cette époque, comme il l'est aujourd'hui un auxiliaire indispensable de la justice et qu'il ait pu être en certains cas requis par elle. Seules les *obstetrices*, nous l'avons vu, paraissent avoir joué à ce dernier point de vue un certain rôle.

CONCLUSIONS

Si, arrivé au terme de cette étude sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie à Rome, on y jette un regard d'ensemble, quelles conclusions peut-on essayer d'en tirer.

On peut affirmer tout d'abord que, dans la vieille capitale du monde latin, comme dans la mystérieuse Egypte et la Grèce, aussi éprise de science qu'amoureuse d'art idéal, comme dans tous les pays où rayonna une civilisation avancée, la pratique et les théories médicales eurent leurs adeptes plus ou moins expérimentés ; ils jouèrent dans la société romaine, par la nature même de leur profession, un rôle assez intéressant et une étude analytique sur les mœurs, sur la législation et sur les études de cette époque ne doit pas les négliger complètement.

On ne peut tous les considérer comme des charlatans empiriques, sans culture et sans instruction professionnelle, car certains surtout dans la période impériale, firent preuve de connaissances étendues, de raisonnements scientifiques, d'habileté même dans le traitement des maladies, eu égard d'ailleurs à l'état de la science de leur époque.

Où peut ajouter en plus que la distinction entre l'exercice de la pharmacie et de la médecine, que plusieurs auteurs n'ont pas même soupçonné, sans être théoriquement tranchée comme aujourd'hui, a souvent existé en fait, et que certaines officines, dont les titulaires étaient compris sous le nom générique de *medici* présentaient, en somme, toutes proportions gardées, une certaine analogie avec les pharmacies de nos jours, surtout avec celles des premières années du XIX^e siècle où l'on rencontrait encore des remèdes inventés et préconisés par Galien dès le II^e siècle.

La législation romaine s'est occupée de ces professions et plusieurs textes importants les concernent.

Il m'a donc paru intéressant et peut-être utile, abandonnant les routes déjà traversées, de rechercher des textes moins connus, de coordonner et de présenter sous un aspect particulier, les données acquises et d'entreprendre l'étude de ce que pouvait être cet art de guérir si couru de nos jours, chez ce peuple latin avec lequel notre race du Midi a si longtemps fusionné et dont les souvenirs sont encore vivants sur le sol de la vieille Gaule.

Vu : le Président de la thèse,

BALLET

Vu : le Doyen,

LANDOUZY

Vu et permis d'imprimer.

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- ACCARIAS. — Précis de droit romain. 2 vol., 1878.
- BEAUDE (D^r). — De la responsabilité médicale. Gazette des Tribunaux, 30 mai 1833.
- BRIAU (D^r). Du service de santé militaire chez les Romains, 1865.
- L'assistance médicale chez les Romains, 1869.
- L'archiâtrie romaine, 1877.
- DOMINIQUE (D^r Joseph). — Histoire de la profession médicale depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Feuilleton de l'Union médicale, 1847, t. I, p. 357-459.
- CELSE. — De Arte medica.
- DAREMBERG. — Dictionnaire des antiquités grecques et romaines.
- DECHAMBRE. — Dictionnaire médical.
- DENYS D'HALICARNASSE. — Opéra. 2 vol., 1591.
- GALIEN. — Methodus medendi. 1 vol., 1549.
- LECLERC (Daniel). — Histoire de la Médecine.
- MONTAIGNE. — Essais.
- ORELLI. — Inscriptionum latinarum collectio.
- POTHIER. — Des obligations.
- REVILLOUT (D^r). — De la profession médicale sous l'Empire romain. Gazette des Hôpitaux, 1866.
- REVEILLÉ-PAUSÉ. — Médecins de l'Antiquité. De leur position sociale. Feuilleton de la Gazette médicale de Paris, t. IV, 1849.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — <i>Aperçu général sur les conditions d'exercice de la Médecine et de la Pharmacie à Rome</i>	7
Conditions de l'exercice de la Médecine.....	7
Conditions de l'exercice de la Pharmacie.....	11
CHAPITRE II. — <i>Etude sur les Médecins et les Phar- maciens considérés comme « personæ » dans la société romaine</i>	19
Médecins et Pharmaciens esclaves.....	19
Médecins et Pharmaciens affranchis.....	24
Médecins et Pharmaciens étrangers.....	26
Médecins et Pharmaciens ingénus et citoyens romains.....	31
Médecins et Pharmaciens pourvus de charges officielles.....	34
CHAPITRE III. — <i>Exercice de la Médecine et de la Pharmacie par les femmes</i>	37
CHAPITRE IV. — <i>Privilèges et Honoraires des Méde- cins et des Pharmaciens à Rome</i>	43
Privilèges.....	43

Honoraires.....	47
CHAPITRE V. — <i>Responsabilité des Médecins et Phar-</i>	
<i>maciens</i>	51
Responsabilité criminelle.....	55
Responsabilité civile.....	58
CONCLUSIONS.....	63

